



PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Lorraine

## **ARRÊTÉ DREAL-57PLU15PL08**

### **Portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 121-14-1 du code de l'urbanisme**

#### **Relative au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cattenom**

Le préfet de département,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 121-10, R.121-14, R. 121-14-1, R.121-15 et R.121-16;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 57PLU15PL08 relative à la réalisation du plan local d'urbanisme de la commune de Cattenom reçue le 19/02/2015 ;

Vu l'arrêté SGAR n°2012-236 du 26 juin 2012 portant délégation de signature du Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle en faveur de Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine ;

Vu l'avis du Directeur Général de l'agence régionale de santé du 26/02/2015 ;

Considérant que l'évaluation environnementale du projet de révision du plan d'occupation des sols valant élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Cattenom doit faire l'objet d'un examen au cas par cas et d'une décision spécifique de l'autorité compétente en matière d'environnement ;

Considérant que le projet de PLU comporte notamment l'ouverture à l'urbanisation de deux zones à vocation de logements et d'une zone à vocation économique en bordure de la centrale de production électrique, dans le cadre de l'opération de maintenance de cet équipement dite « Grand carénage » ;

Considérant que les enjeux environnementaux de la commune, et notamment les parcelles identifiées comme zones humides par la ZNIEFF de type 1 « Zones humides de Cattenom et prairies à grand Pigamon de la Vallée de la Moselle », qui font par ailleurs l'objet d'un classement rouge du Plan de prévention des risques inondation, ont été exclus des nouveaux projets d'urbanisation ;

Considérant que compte tenu des éléments fournis, le projet de plan local d'urbanisme de Cattenom n'est pas susceptible d'impact notable sur l'environnement et n'est pas de nature à modifier de façon significative le fonctionnement écologique du territoire ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Le projet de révision du plan d'occupation des sols valant élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Cattenom n'est pas soumise à évaluation environnementale en application de la section II du chapitre Ier du titre II du livre premier du code de l'urbanisme.

**Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 121-14-1 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives et des procédures de consultation auxquelles les projets permis par le document d'urbanisme peuvent être soumis.

**Article 3**

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la DREAL Lorraine.

Fait à Metz, le 16/06/15

Pour le Préfet et par délégation,  
la directrice régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

  
Emmanuelle GAY

*Voies et délais de recours*

**Le recours gracieux** doit être formé dans le délai de **deux mois**. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à  
Monsieur le préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle  
9, place de la Préfecture  
BP 71014  
57034 - METZ Cedex 1

**Le recours hiérarchique** doit être formé dans le délai de **deux mois**. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à  
Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie  
Grande arche  
Tour Pascal A et B  
92055 La Défense cedex

**Le recours contentieux** doit être formé dans le délai de **deux mois** à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au Tribunal administratif :  
Tribunal administratif de Strasbourg,  
31 Avenue Paix  
67000 Strasbourg